



PETROPLUS : CONTRE LA LIQUIDATION !

L'annonce de la liquidation judiciaire de la raffinerie par le tribunal de commerce de Rouen le 16 octobre a provoqué la colère car la fermeture de la raffinerie avec ses 550 salariéEs, ses centaines de sous-traitants est une catastrophe humaine et sociale inacceptable.

Shell coupable.

Les responsabilités sont à chercher bien au delà du Tribunal qui a rejeté les propositions de reprise, du côté des grands groupes des industries pétrolières et pétrochimiques (Total, ExxonMobil, Shell, Ineos...) et de la bienveillance complice du gouvernement. Avec le délai du 5 novembre, les salariéEs sont à nouveau, comme depuis des mois, suspendus aux marchandages d'hypothétiques repreneurs tous plus voyous les uns que les autres comme NetOil, Alafandi Petroleum Group, Gary Klesch ... Pourtant personne ne peut oublier que c'est Shell qui s'est débarrassé de sa raffinerie de Petit-Couronne sur Pétroplus, spécialiste du rachat de raffineries dont les grands groupes veulent se débarrasser.

Gouvernement complice

Le gouvernement PS et Europe Ecologie-Les Verts (!) a autorisé ce même groupe Shell à reprendre ses forages au large de la Guyane, menaçant les eaux et le littoral de pollutions et de destructions irréversibles. Mais il est incapable de l'obliger à maintenir tous les emplois à Petit-Couronne ! Le gouvernement pourrait, s'il en avait un tant soit peu la volonté politique, contraindre Shell à reprendre Petroplus et l'ensemble de ses salariéEs, sous la menace de la saisie de ses biens et de ses avoirs en France, du remboursement de toutes les aides publiques...

La production et la distribution de l'énergie doit être indépendant de la loi du profit !

La menace de fermeture de Petit-couronne, après celles des raffineries de Flandres, Reichstett, Berre, pose évidemment globalement la question du raffinage. L'accent est souvent mis sur les importations, sur la nécessité de « raffiner français ». De toute façon le pétrole n'est pas extrait en France, le problème n'est pas « l'indépendance nationale » mais l'héritage colonialiste de la France, le pillage des matières premières et le soutien aux dictatures par et pour Elf, Total ou Shell.

Service public de l'énergie

L'énergie doit être accessible à toutes et tous pour satisfaire les besoins, mais elle doit aussi être gérée en fonction des impératifs écologiques et en particulier de l'impératif de lutte contre le réchauffement climatique qui exige de réduire l'utilisation du pétrole et des énergies fossiles. Cette transition énergétique qui implique aussi une politique radicale d'économie d'énergie en particulier dans les logements et les transports, la sortie du nucléaire et le développement des énergies renouvelables, ne peut se faire que dans le cadre d'un service public de l'énergie, après expropriation de tous les grands groupes Total, Areva, Edf ou Gdf-Suez.

Interdiction des licenciements

Les salariéEs qui ont subi les conditions de travail pénibles, le travail posté, l'exposition aux produits dangereux n'ont pas à en faire les frais, au contraire, elle doit se faire avec eux et leur savoir faire. Tous les emplois doivent être maintenus et les licenciements interdits. Dans tous les cas, ces solutions ne se négocieront pas dans une nième table ronde, elles ne pourront qu'être imposées par un rapport de force puissant. Tous ensemble, salariéEs du pétrole, populations, syndicalistes, autour des Petroplus il est possible d'imposer le rapport de force en paralysant l'approvisionnement en pétrole comme nous avons su le faire lors de la grève des retraites.

5/11/2012, NPA76.org

Soirée NPA, jeudi 29 novembre, Halle aux Toiles – Rouen, à partir de 18h30 Table ronde avec des acteurs des luttes "Quelles résistances pour refuser de payer leurs crises? ", Meeting débat avec Christine POUPIN porte parole du NPA – buffet -